

Art. 10. Overeenkomstig artikel 7 van verordening (EG) nr. 1259/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid kan de minister bijkomende voorwaarden vaststellen voor de toekenning die in acht genomen dienen te worden door de premieaanvragers.

Art. 11. De overtredingen van dit besluit en diens uitvoeringsbesluiten worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit en diens uitvoeringsbepalingen kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve geldboete overeenkomstig artikel 8 van de wet van 28 maart 1975. Als bevoegd ambtenaar voor het verrichten van de handelingen en het treffen van de beslissingen betreffende de administratieve geldboeten bedoeld in vorig lid wordt de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, de hem vervangende ambtenaar aangewezen.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 44 van verordening (EG) nr. 2342/1999 als voornoemd wordt elke overtreding betreffende het gebruik of het onwettelijk bezit van bij voormelde regelgeving niet toegelaten stoffen of producten in de veeartsenij, in de zin van artikel 23, § 1, van verordening (EG) nr. 1254/1999 als voornoemd, gestraft met de uitsluiting van het voordeel van de rechtstreekse betalingen bedoeld bij dit besluit en, bij herhaling binnen de twaalf maanden volgend op de vaststelling van de eerste overtreding, gestraft met een bijkomende periode van twee jaar uitsluiting van de rechtstreekse betalingen.

Bij een tweede herhaling binnen dezelfde termijn wordt de uitsluiting op vijf jaar gebracht.

Art. 13. De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, de hem vervangende ambtenaar is gemachtigd om de uitgaven met betrekking tot de premies en de betalingen bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 14. Het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor de zoogkoeien wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2003.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3978

[2004/202990]

3 JUIN 2004. — Arrêté ministériel fixant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, abrogé et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, mais continuant à s'appliquer aux demandes de paiements directs pour les années civiles précédant l'année 2005;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001;

Vu le règlement (CE) n° 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, abrogé à compter du 1^{er} mai 2004 et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 précité, mais dont les articles 3, 4 et 5 et l'annexe continuent à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2004;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1473/2003 du 20 août 2003;

Vu le règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2550/2002 du 21 décembre 2001;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémiologie-surveillance des bovins, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 avril 2000;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1991 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier sans retard les modalités d'octrois aux producteurs de droits à la prime, que ces droits proviennent de la réserve ou du fonds des droits à la primes à la vache allaitante;

Considérant que ces nouvelles modalités d'octrois aux producteurs de droits à la prime s'appliquent avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2003;

Considérant que les producteurs doivent être informés au plus tôt de ces modalités;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° « arrêté du Gouvernement wallon » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes;

2° « activité agricole à titre principal » : activité professionnelle agricole d'une personne physique qui obtient de l'exploitation considérée un revenu net imposable supérieur à 50 % du montant net imposable de son revenu global annuel issu de l'activité professionnelle et qui y consacre plus de 50 % de la durée totale de son temps de travail annuel;

3° « agriculteur à titre principal » : la personne physique qui exerce une activité agricole à titre principal;

4° « troupeau » : l'ensemble des bovins tel que défini à l'article 1^{er}, point 7°, de l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémiologie-surveillance des bovins;

5° « Sanitel » : système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des bovins;

6° « passeport » : le document visé à l'article 16 de l'arrêté royal du 8 août 1997 précité;

7° « demande d'aide à la surface » : la demande annuelle de paiement au titre des régimes d'aides visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, point a) et point b) iii), du règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires;

8° « déclaration de superficies » : déclaration du producteur indiquant toutes les parcelles agricoles qu'il gère et leurs superficies, quelles que soient les spéculations, conformément à l'article 4, § 1^{er}, du règlement n° 2419/2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 précité;

9° « administration » : la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture;

10° « service extérieur compétent » : le service extérieur de l'administration qui traite la demande d'aide à la surface du producteur concerné.

CHAPITRE II. — Prime à la vache allaitante

Art. 2. § 1^{er}. En application de l'article 1^{er}, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon, un bovin femelle n'entre en considération pour la prime que si, au moment de l'introduction de la demande, les conditions suivantes sont satisfaites :

1° le bovin femelle doit avoir vêlé au moins une fois et être mentionné comme mère d'un veau dans Sanitel ou, en cas de génisse, avoir au moins huit mois;

2° le bovin femelle doit appartenir à une race à orientation viandeuse ou résulter du croisement avec une telle race et être enregistré dans Sanitel comme étant de type racial viandeux ou mixte;

3° le bovin femelle ne peut pas avoir été éligible dans la demande de prime d'un autre producteur durant la même campagne;

4° le bovin femelle doit appartenir à un troupeau de bovins femelles destiné à l'élevage de veaux pour la production de viande. Sauf cas exceptionnels, un troupeau ne peut être considéré comme un troupeau de bovins femelles destiné à l'élevage de veaux pour la production de viande, que si, pendant l'année calendrier durant laquelle la demande est introduite, les conditions suivantes sont remplies :

a) dans ce troupeau, le nombre de naissance de veaux de type racial viandeux ou mixte enregistrés dans Sanitel s'élève au minimum à :

1) 70 % du nombre de vaches allaitantes pour lequel le producteur a demandé la prime, s'il demande la prime pour 14 bovins ou plus;

2) 60 % du nombre de vaches allaitantes pour lequel le producteur a demandé la prime, s'il demande la prime pour moins de 14 bovins et plus de 7 bovins;

3) 50 % du nombre de vaches allaitantes pour lequel le producteur a demandé la prime, s'il demande la prime pour 7 bovins ou moins;

b) au moins 50 % du nombre de veaux déterminé selon le point a) sont détenus dans le troupeau pendant une période minimale de trois mois.

5° en cas de bovin femelle acheté, celui-ci doit, sauf cas exceptionnels, vèler au moins une fois dans l'exploitation du demandeur de prime et être enregistré dans Sanitel comme mère du veau considéré. Si un bovin femelle acheté retenu dans la demande de prime quitte l'exploitation, quelle qu'en soit la raison, sans avoir vèlé au moins une fois durant son séjour dans l'exploitation, aucune prime n'est octroyée pour le bovin en question. En outre, le producteur doit communiquer à l'administration la sortie du bovin concerné dans les dix jours suivant cette sortie, sous peine d'application des sanctions prévues à l'article 38 du règlement (CE) n° 2419/2001 précité.

Les bovins qui sont utilisés comme animaux de remplacement durant la période de rétention doivent satisfaire aux conditions stipulées au premier alinéa.

Un bovin femelle qui satisfait aux conditions susmentionnées est appelé vache allaitante au sens du présent arrêté.

§ 2. Pour que le producteur puisse bénéficier de la prime à la vache allaitante, tous les bovins de son exploitation doivent être identifiés et enregistrés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 8 août 1997.

Dans le cas où des bovins de plusieurs producteurs éligibles appartiennent à un troupeau Sanitel commun, la prime à la vache allaitante et le paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes ne sont octroyés que si, avant l'introduction de la demande, la relation « bovin-unité de production » est enregistrée dans Sanitel pour chaque bovin du producteur et si cette relation est actualisée de manière permanente et conforme.

§ 3. En application de l'article 2, §§ 2 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon, la prime à la vache allaitante est octroyée aux producteurs, qu'ils livrent ou non du lait ou des produits laitiers et qu'ils disposent ou non d'une quantité de référence individuelle de lait de plus de 120 000 kilogrammes.

Art. 3. § 1^{er}. En application de l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon, les droits à la prime à la vache allaitante sont octroyés aux producteurs qui en font la demande et qui répondent aux conditions suivantes :

1° être agriculteur à titre principal. Lorsque le producteur gérant l'exploitation est une personne morale, cette condition doit être satisfaite, pour les années 2003 et 2004, par l'administrateur délégué ou gérant ou par au moins l'un des administrateurs délégués ou gérants de cette personne morale, et à partir de l'année 2005, par l'administrateur délégué ou gérant ou par chacun des administrateurs délégués ou gérants de cette personne morale. Lorsque le producteur gérant l'exploitation est un groupement de personnes physiques, cette condition doit être satisfaite, pour les années 2003 et 2004, par au moins l'une de ces personnes, et à partir de l'année 2005, par chacune de ces personnes. Toutefois, lorsque le groupement est constitué de deux époux, cette condition peut n'être satisfaite que par l'un des deux;

2° pour l'année 2003, être âgé de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 2003 et, pour les années ultérieures, être âgé de moins de 35 ans au 1^{er} janvier de l'année concernée. Lorsque le producteur gérant l'exploitation est un groupement de personnes physiques, seule peut être prise en compte la personne physique la plus jeune qui remplit la condition d'agriculteur à titre principal. Cependant, en cas de groupement de personnes physiques constitué de deux époux dont seulement l'une est agriculteur à titre principal, seul l'âge de cette personne peut être pris en compte. Lorsque le producteur gérant l'exploitation est une personne morale gérée par plusieurs administrateurs délégués ou gérants, seul peut être pris en compte l'âge du plus jeune administrateur délégué ou gérant qui remplit la condition d'agriculteur à titre principal;

3° disposer de l'entière de ses droits dans la région et d'au moins un droit à la prime pour l'année concernée;

4° ne pas avoir transféré de droits à la prime pendant l'année concernée ainsi que pendant les deux années précédentes.

Afin d'obtenir des droits à la prime provenant de la réserve, le producteur doit compléter le formulaire de demande d'octroi ou de réallocation de droits à la prime et, lors de la première demande introduite par le producteur concerné, accompagner sa demande des documents suivants :

- un extrait d'acte de naissance de la personne physique qui ouvre le droit à l'octroi de droits parmi les personnes physiques ou, le cas échéant, parmi les administrateurs délégués ou gérants, qui gèrent l'exploitation considérée;

- une copie du dernier avertissement extrait de rôle, avec la note de calcul et l'annexe agricole de la déclaration fiscale, relatif aux revenus de la personne physique qui ouvre le droit à l'octroi de droits parmi les personnes physiques ou, le cas échéant, parmi les administrateurs délégués ou gérants, qui gèrent l'exploitation considérée. Toutefois, si le producteur s'est installé dans les deux ans qui précèdent le 1^{er} janvier de l'année de la demande de droits, ces documents doivent être remplacés par une attestation de la caisse d'assurance sociale certifiant la qualité d'agriculteur à titre principal de la personne physique qui ouvre le droit à l'octroi de droits parmi les personnes physiques ou, le cas échéant, parmi les administrateurs délégués ou gérants, qui gèrent l'exploitation considérée.

Ces droits sont octroyés aux producteurs, en quantité identique, dans la limite de leur demande d'octroi de droits à la prime. Toutefois, la part de la réserve à octroyer est, le cas échéant, diminuée de la quantité nécessaire à épuiser la quantité totale des droits libérés au fonds des droits à la prime à la vache allaitante pour l'année considérée, conformément à l'article 4, § 2, point b), de l'arrêté du Gouvernement wallon.

§ 2. Le pourcentage minimal d'utilisation des droits à la prime prévu à l'article 3, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon est fixé à 90 %. Seuls les droits correspondant aux bovins femelles retenus pour la prime sont à considérer comme des droits utilisés, sauf dans des cas exceptionnels dûment justifiés.

Art. 4. § 1^{er}. En application de l'article 4, § 2, point a), et sans préjudice des cas prévus par les articles 22 et 23 du règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, un producteur peut transférer ses droits à la prime à un autre producteur aux conditions suivantes :

- le nombre minimum pouvant être transféré est d'un droit;
- sauf en cas de transfert total de ses droits à la prime, le producteur cédant doit au minimum conserver un droit;
- le producteur-preneur doit disposer après le transfert, d'au minimum un droit à la prime;
- la totalité des droits et de l'exploitation du producteur-preneur et du producteur-cédant doivent être situés dans la région.

Les demandes de transfert de droits à la prime doivent être introduites au moyen d'un formulaire officiel disponible auprès du service extérieur compétent de l'administration. Elles doivent soit être envoyées par lettre recommandée à ce service, soit y être déposées contre récépissé, au cours de la période du 1^{er} février au 28 février de l'année concernée. La date du cachet de la poste sur l'enveloppe ou la date du récépissé est considérée comme la date d'introduction.

Ce formulaire doit être signé conjointement par le producteur-cédant et par le producteur-preneur.

Le pourcentage des droits à transférer, qui est retenu pour la réserve, est fixé à 1 %.

§ 2. En application de l'article 4, § 2, point b), de l'arrêté du Gouvernement wallon, les droits à la prime provenant du fonds des droits à la prime à la vache allaitante sont réalloués aux producteurs qui en font la demande et qui répondent aux conditions prévues à l'article 3, § 1^{er}.

Les droits provenant du fonds des droits à la prime à la vache allaitante sont réalloués aux producteurs dans la limite de leur demande de droits à la prime diminuée de la quantité octroyée au producteur en application de l'article 3, § 1^{er}. En outre, en cas d'épuisement de la quantité totale de droits libérés au fonds des droits à la prime à la vache allaitante pour l'année considérée, chaque producteur qui entre en ligne de compte reçoit une quantité déterminée comme suit :

- pour 2003, chaque producteur obtient une quantité proportionnelle à sa demande; toutefois, si la demande est supérieure à dix droits, cette demande est limitée à dix droits lorsque le nombre de droits à la prime dont dispose le producteur est inférieur à vingt droits et cette demande est limitée à la moitié du nombre de droits à la prime dont dispose le producteur lorsque le nombre de droits à la prime dont il dispose est supérieur ou égal à vingt droits;

- pour les années ultérieures, chaque producteur obtient une quantité identique.

Les droits à la prime provenant du fonds des droits à la prime à la vache allaitante, sont réalloués aux producteurs contre le paiement du montant d'une indemnité équivalente, par unité de droit, à 100 % de la somme de la prime de base et de la prime complémentaire à la vache allaitante. Cette indemnité doit être payée par le producteur-attributaire dans un délai d'un mois suivant la date de la notification au producteur-attributaire, par l'administration, du résultat de la réallocation. Les droits à la prime sont libérés contre l'octroi, par unité de droit, au producteur-cédant, d'une indemnité équivalente à 100 % de la somme de la prime de base et de la prime complémentaire à la vache allaitante. Le nombre de droits pris en considération pour le calcul de cette indemnité est diminué d'un pourcentage égal à celui visé au 1^{er} paragraphe, 4^e alinéa.

A partir de l'année 2004, le coefficient de 100 % visé à l'alinéa précédent est fixé à 60 %.

Art. 5. § 1^{er}. En application de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon, pour pouvoir bénéficier de la prime à la vache allaitante, le producteur doit introduire une demande de prime dans la période allant du 1^{er} mai au 30 septembre de l'année concernée au moyen d'un formulaire officiel. Ce formulaire est envoyé d'office à tout producteur disposant de droits à la prime.

Le producteur visé au premier alinéa n'ayant pas reçu de formulaire peut se procurer un duplicata auprès du service extérieur compétent.

§ 2. Le formulaire de demande est transmis au producteur en double exemplaire. La copie lui est destinée. L'original dûment complété et signé doit être introduit sous pli recommandé auprès du service extérieur compétent, ou doit y être déposé directement contre récépissé. La date du cachet de la poste sur l'enveloppe ou la date du récépissé est considérée comme la date d'introduction de la demande.

§ 3. Une seule demande est autorisée par producteur et par an.

§ 4. Sur son formulaire de demande, le producteur doit indiquer le nombre de vaches allaitantes et de génisses pour lesquelles il souhaite obtenir la prime.

§ 5. Afin de déclarer l'endroit de rétention, comme prévu à l'article 10 du règlement (CE) n° 2419/2001 précité, le producteur doit, pour chaque vache allaitante pour laquelle il demande la prime, déclarer dans quelle unité de production se trouvera cette vache allaitante durant la période de rétention complète. Au cas où des vaches allaitantes déclarées se trouveraient, durant la période de rétention considérée, également sur d'autres terres que celles déclarées dans la déclaration de superficie de la même année, le producteur doit en avvertir préalablement l'administration, faute de quoi les bovins seront considérés comme absents de l'exploitation, sans préjudice d'autres sanctions éventuelles.

Lorsqu'un producteur a officiellement reçu l'autorisation, par dérogation à l'article 31, 2^e alinéa, de l'arrêté royal du 8 août 1997, de détenir les vaches allaitantes pour lesquelles il demande la prime dans un troupeau pour lequel les documents d'identification ne mentionnent pas le nom du responsable concerné et l'adresse correcte du troupeau, il doit ajouter à sa demande une copie de cette autorisation datée et signée par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire. Cette dérogation ne peut être prise en compte que si les deux unités de production entre lesquelles les mouvements sont autorisés sans avoir recours aux procédures habituelles d'achat, sont exploitées par le même producteur.

§ 6. Trois semaines après l'introduction de la demande, un accusé de réception est envoyé au producteur, reprenant toutes les données d'identification de son exploitation, les lieux de rétention des bovins tels que déclarés sur son formulaire, ainsi que les numéros des bovins de l'exploitation retenus comme vaches allaitantes et comme génisses primées, et les numéros des autres bovins présents sur l'exploitation. A dater de l'envoi de cet accusé de réception, le producteur dispose de dix jours afin d'apporter d'éventuelles modifications à sa demande. En absence de réaction du producteur dans le délai précité, les données reprises sur cet accusé de réception sont considérées comme acceptées par le producteur.

§ 7. Le demandeur doit, durant toute la période de rétention, communiquer au service extérieur compétent, par écrit et dans les dix jours ouvrables qui suivent l'événement, toute diminution sans remplacement du nombre déclaré de vaches allaitantes ou tout dépassement du nombre maximal de génisses prescrit ou toute diminution du nombre de génisses en dessous du nombre minimal de génisses prescrit, comme prévu par le règlement (CE) n° 1254/1999 précité, article 6, § 2. Chaque diminution ou tout dépassement doit être justifié par des preuves.

Art. 6. § 1^{er}. Sauf dans les cas prévus par l'article 9 du règlement (CE) n° 2419/2001 précité, le producteur doit déclarer chaque année les superficies fourragères de son exploitation dans sa déclaration de superficies, selon les dispositions du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables tel que prévu par l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables.

Les superficies fourragères déclarées doivent être disponibles pour l'élevage des vaches allaitantes qui appartiennent à son propre troupeau pendant une période minimale de sept mois à partir du 1^{er} janvier de l'année concernée.

§ 2. Le nombre de vaches laitières nécessaires à la production des quantités de référence de lait attribuées au producteur au 31 mars de l'année pour laquelle la prime est demandée, est déterminé au moyen du rendement laitier moyen théorique par vache tel que fixé par le règlement (CE) n° 2342/1999 précité ou au moyen du rendement laitier moyen réel (du troupeau laitier) de l'exploitation établi pour l'année précédant la demande de prime.

Le cas échéant, le producteur autorise l'association agréée en application de l'arrêté ministériel du 27 février 1991 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine à communiquer ce rendement à l'administration. A défaut, il appartient à l'administration de vérifier auprès de l'association agréée susmentionnée l'exactitude des données de contrôle laitier lui communiquées par le producteur.

§ 3. La quantité de référence individuelle de lait ayant fait l'objet de cession temporaire conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, est ajoutée à la quantité de référence individuelle, visée au § 2, du producteur-cessionnaire et inversement déduite de la quantité de référence du producteur-cédant.

§ 4. Toutefois, la quantité de référence individuelle éligible est celle au 1^{er} avril de l'année civile en cours dans les cas suivants :

- lorsque le producteur est cédant ou cessionnaire d'une quantité de référence durant la période qui se termine le 31 mars de l'année civile en cours mais avec effet au 1^{er} avril suivant, en application des articles 1.15, 1.16, 5, 9, 10 et 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

- lorsque le producteur est cédant ou attributaire d'une quantité de référence durant la période qui se termine le 31 mars de l'année civile en cours mais avec effet au 1^{er} avril suivant, en application de l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002.

CHAPITRE III. — Paiement à l'extensification

Art. 7. En application de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon, pour obtenir le paiement à l'extensification, le producteur doit, sur la demande d'aide à la surface prévue par l'arrêté royal du 19 décembre 2001, cocher la case réservée à cet effet.

Art. 8. Le nombre d'unités de gros bovins est déterminé par l'administration sur base d'au moins cinq comptages effectués à des dates déterminées au hasard, de la composition du troupeau ou, le cas échéant, des différents troupeaux du producteur, selon les données de Sanitel. Le producteur est informé périodiquement par l'administration des résultats de ces comptages.

Art. 9. Pour le calcul du paiement à l'extensification, seule la superficie retenue des cultures fourragères suivantes qui ont été mentionnées dans la demande d'aide à la surface sous le code P, sont prises en compte :

- prairies permanentes et temporaires; autres cultures fourragères : betteraves fourragères;
- luzerne;
- trèfles.

En outre, au moins 50 % de la superficie totale doit être composée de prairies qui sont pâturées au moins une fois par des bovins et/ou des ovins.

CHAPITRE IV. — *Dispositions générales*

Art. 10. Le paiement sera refusé aux producteurs qui ont créé artificiellement les conditions pour obtenir l'une des primes concernées par le présent arrêté.

Art. 11. Le contrôle du respect par le producteur des obligations du régime de la prime à la vache allaitante et du paiement à l'extensification est effectué par les agents de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 12. L'administration est chargée du paiement des primes ainsi que du recouvrement des montants indûment payés.

Art. 13. En cas de montants versés indûment suite à un non-respect des engagements et/ou à une fausse déclaration du producteur et devant être recouverts, ces montants indus sont majorés d'un intérêt au taux légal.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur.

Art. 14. Sous peine de forclusion, le recours contre les décisions prises en application de l'arrêté du Gouvernement wallon et de ses modalités d'application doit être introduit, sous peine de nullité, par lettre recommandée auprès de l'administration endéans le mois qui suit la communication de la décision.

L'introduction d'un recours n'a aucune influence sur la suspension d'une éventuelle demande de remboursement des montants indûment payés.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Namur, le 3 juin 2004.

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3978

[2004/202990]

3. JUNI 2004 — Ministerialerlass zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 und den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisation der von der Föderalen Agentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette durchgeführten Kontrollen und zur Abänderung verschiedener Gesetzesbestimmungen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 13. Juli 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, aufgehoben und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, die jedoch auf die im Laufe der Kalenderjahre vor dem Jahr 2005 eingereichten Anträge auf Direktzahlungen anwendbar bleiben;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1259/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Festlegung von Gemeinschaftsregeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, ab dem 1. Mai 2004 aufgehoben und ersetzt durch die vorerwähnte Verordnung (EG) Nr. 1782/2003, deren Artikel 3, 4 und 5 sowie der Anhang jedoch bis zum 31. Dezember 2004 anwendbar bleiben;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch hinsichtlich der Prämienregelung, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1473/2003 vom 20. August 2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juli 2000 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und über die Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 820/97 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2550/2002 vom 21. Dezember 2001;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 über die Identifizierung, die Registrierung und die Modalitäten für die Anwendung der epidemiologischen Überwachung von Rindern, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. April 2000;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 27. Februar 1991 bezüglich der Verbesserung der Rinderarten;

Aufgrund des am 27. Mai 2004 beantragten Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 27. Mai 2004 beantragten Zustimmung des Haushaltsministers;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unmittelbar die Modalitäten für die Gewährung von Prämienansprüchen an die Erzeuger zu ändern, ungeachtet dessen, ob diese Ansprüche aus der nationalen Reserve oder aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien stammen;

In der Erwägung, dass diese neuen Modalitäten für die Gewährung von Prämienansprüchen an die Erzeuger rückwirkend ab dem 1. Januar 2003 anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Erzeuger so schnell wie möglich von diesen Modalitäten in Kenntnis zu setzen sind;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° «Erlass der Wallonischen Regierung»: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe;

2° «hauptberufliche landwirtschaftliche Tätigkeit»: die landwirtschaftliche berufliche Tätigkeit einer natürlichen Person, die aus dem betreffenden Betrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das mehr als 50% des steuerpflichtigen Nettobetrags ihres jährlichen Gesamteinkommens beträgt und für andere Tätigkeiten als der Bewirtschaftung des Betriebs weniger als 50% der gesamten jährlichen Arbeitsdauer aufwendet;

3° «hauptberuflicher Landwirt»: die natürliche Person, die hauptberuflich eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt;

4° «Herde»: die gesamten Rinder, die in Artikel 1, Punkt 7° des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 über die Identifizierung, Registrierung und Modalitäten für epidemiologische Überwachung von Rindern;

5° «Sanitel»: Automatisiertes System der Datenverarbeitung zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern;

6° «Pass»: das in Artikel 16 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 angeführte Dokument;

7° «Antrag auf Flächenbeihilfe»: der jährlich eingereichte Zahlungsantrag im Rahmen der in Artikel 1, § 1, Punkt a) und Punkt b) iii), der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen angeführten Beihilferegelungen;

8° «Flächenerklärung»: Erklärung des Erzeugers, in der unabhängig von Spekulationen alle landwirtschaftlich genutzten Parzellen unter Angabe der Flächen angeführt werden, gemäß Artikel 4, § 1 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der vorerwähnten Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen;

9° «Verwaltung»: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft;

10° «zuständiger Außendienst»: der Außendienst der Verwaltung, der den Antrag auf Flächenbeihilfe des betreffenden Erzeugers bearbeitet.

KAPITEL II — *Mutterkuhprämie*

Art. 2 - § 1. In Anwendung von Art. 1 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung wird ein weibliches Rind nur dann für die Prämie in Betracht gezogen, wenn zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° das weibliche Rind muss mindestens einmal gekalbt haben, und in der Sanitel-Datenbank als Mutter eines Kalbs erwähnt werden, oder, falls es sich um eine Färsche handelt, mindestens acht Monate alt sein;

2° das weibliche Rind muss einer Fleischrasse angehören oder aus der Kreuzung mit einer Fleischrasse hervorgegangen sein und in der Sanitel-Datenbank als Fleischrasse oder gemischte Rasse eingetragen sein;

3° das weibliche Rind darf nicht während desselben Wirtschaftsjahrs in dem Prämienantrag eines anderen Erzeugers für prämienefähig befunden worden sein;

4° das weibliche Rind muss einem Bestand weiblicher Rinder angehören, der für die Aufzucht von Kälbern für die Fleischerzeugung bestimmt ist. Außer in Ausnahmefällen kann ein Kuhbestand nur dann als Bestand weiblicher Rinder, der für die Aufzucht von Kälbern für die Fleischerzeugung bestimmt ist, betrachtet werden, wenn während des Kalenderjahrs, während dessen der Antrag eingereicht wird, folgende Bedingungen erfüllt sind:

a) in diesem Kuhbestand beträgt die Anzahl der Geburten von Kälbern, die einer Fleischrasse oder einer gemischten Rasse angehören und in der Sanitel-Datenbank eingetragen sind, mindestens:

1) 70% der Anzahl Mutterkühe, für die der Erzeuger die Prämie beantragt hat, wenn er die Prämie für mindestens 14 Rinder beantragt;

2) 60% der Anzahl Mutterkühe, für die der Erzeuger die Prämie beantragt hat, wenn er die Prämie für weniger als 14, jedoch mehr als 7 Rinder beantragt;

3) 50% der Anzahl Mutterkühe, für die der Erzeuger die Prämie beantragt hat, wenn er die Prämie für 7 oder weniger Rinder beantragt;

b) wenigstens 50% der gemäß Punkt a) festgestellten Anzahl Kälber werden während mindestens 3 Monaten in der Herde gehalten.

5° im Falle eines gekauften weiblichen Rindes, muss dieses außer in Ausnahmefällen mindestens einmal im Betrieb des Antragstellers der Prämie abkalben und in der Sanitel-Datenbank als Mutter des betreffenden Kalbes eingetragen sein. Wenn ein gekauftes weibliches Rind, das in dem Prämienantrag in Betracht gezogen wurde, den Betrieb aus irgendwelchem Grund verlässt, ohne wenigstens einmal während seines Aufenthalts im Betrieb gekalbt zu haben, wird für dieses Rind keine Prämie gewährt. Außerdem muss der Erzeuger der Verwaltung den Abgang des betroffenen Rindes innerhalb zehn Tagen nach diesem Abgang mitteilen, unter Gefahr der Anwendung der in Art. 30 der oben genannten Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 vorgesehenen Strafmaßnahmen.

Die Rinder, die während des Haltungszeitraums als Ersatztiere benutzt werden, müssen den im ersten Absatz angeführten Bedingungen genügen.

Ein weibliches Rind, das den oben erwähnten Bedingungen genügt, wird im Sinne des vorliegenden Erlasses als Mutterkuh bezeichnet.

§ 2. Damit der Erzeuger die Mutterkuhprämie beziehen kann, müssen alle Rinder seines Betriebs gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 identifiziert und registriert sein.

Falls Rinder mehrerer anspruchsberechtigter Erzeuger einem gemeinsamen Sanitel-Kuhbestand angehören, werden die Mutterkuhprämie und die Extensivierungsprämie für Mutterkühe nur dann gewährt, wenn die Beziehung «Rind - Produktionseinheit» für jedes Rind des Erzeugers vor der Einreichung des Antrags in Sanitel eingetragen ist und wenn diese Beziehung dauerhaft und ordnungsgemäß aktualisiert wird.

§ 3. In Anwendung von Art. 2 § § 2 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung wird die Mutterkuhprämie den Erzeugern gewährt, ob sie Milch oder Milcherzeugnisse liefern oder nicht, und ob sie über eine einzelbetriebliche Referenzmenge für Milch über 120 000 Kg verfügen oder nicht.

Art. 3 - § 1. In Anwendung von Art. 3 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung werden Ansprüche auf die Mutterkuhprämie denjenigen Erzeugern gewährt, die einen entsprechenden Antrag einreichen und die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° hauptberuflicher Landwirt sein. Wenn der Erzeuger, der den Betrieb führt, eine juristische Person ist, muss diese Bedingung für die Jahre 2003 und 2004 durch das geschäftsführende Verwaltungsratsmitglied oder den Geschäftsführer oder mindestens einen der geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer dieser juristischen Person, und ab dem Jahre 2005 durch das geschäftsführende Verwaltungsratsmitglied oder den Geschäftsführer oder alle geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer dieser juristischen Person erfüllt werden. Wenn der Erzeuger, der den Betrieb führt, eine Gruppierung von natürlichen Personen ist, muss diese Bedingung für die Jahre 2003 und 2004 durch mindestens eine dieser Personen, und ab dem Jahre 2005 durch alle dieser Personen erfüllt werden. Besteht die Gruppierung jedoch aus zwei Ehepartnern, so muss diese Bedingung nur von einem der Ehepartner erfüllt werden;

2° für das Jahr 2003 am 1. Januar 2003 weniger als 40 Jahre alt sein und für die Jahre danach am 1. Januar des betreffenden Jahres weniger als 35 Jahre alt sein. Wenn der Erzeuger, der den Betrieb führt, eine Gruppierung von natürlichen Personen ist, kann nur die jüngste natürliche Person, die die Bedingung des hauptberuflichen Landwirts erfüllt, in Betracht gezogen werden. Im Falle einer aus zwei Ehepartnern bestehende Gruppierung von natürlichen Personen, von denen nur eine hauptberuflicher Landwirt ist, kann nur das Alter dieser Person in Betracht gezogen werden. Wenn der Erzeuger, der den Betrieb führt, eine juristische Person ist, die von mehreren geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern oder Geschäftsführern verwaltet wird, kann nur das Alter des jüngsten geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers, das bzw. der die Bedingung des hauptberuflichen Landwirts erfüllt, in Betracht gezogen werden;

3° über die Gesamtheit seiner Ansprüche in der Region und mindestens über einen Anspruch auf die Prämie für das betreffende Jahr verfügen;

4° keine Ansprüche auf die Prämie während des betroffenen Jahres sowie während der beiden vorhergehenden Jahre übertragen haben.

Um Prämienansprüche aus der Reserve zu erhalten, muss der Erzeuger das Antragsformular zur Gewährung oder zur Neuaufteilung von Prämienansprüchen ausfüllen und beim ersten, vom betroffenen Erzeuger eingereichten Antrag seinem Antrag folgende Unterlagen beifügen:

- ein Auszug aus der Geburtsurkunde derjenigen natürlichen Person unter den natürlichen Personen oder ggf. unter den geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern oder Geschäftsführern, die den Betrieb führen, die das Recht auf die Gewährung von Ansprüchen eröffnet;

- eine Abschrift des letzten Steuerbescheids der Heberolle - samt Berechnungsblatt und landwirtschaftlichem Anhang - bezüglich der Steuererklärung für die Einkünfte derjenigen natürlichen Person unter den natürlichen Personen oder ggf. unter den geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern oder Geschäftsführern, die den Betrieb führen, die das Recht auf die Gewährung von Ansprüchen eröffnet. Wenn sich der Erzeuger jedoch im Laufe der zwei Jahre vor dem 1. Januar des Jahres des Antrags auf Ansprüche niedergelassen hat, müssen diese Unterlagen durch eine Bescheinigung der Sozialversicherungskasse ersetzt werden, die die Eigenschaft als hauptberuflicher Landwirt derjenigen natürlichen Person unter den natürlichen Personen oder unter den geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern oder Geschäftsführern, die den Betrieb führen, die das Recht auf die Gewährung von Ansprüchen eröffnet, nachweist.

Diese Ansprüche werden den Erzeugern in gleichen Mengen gewährt, unter Einhaltung der Grenzen, die in ihrem Antrag auf Gewährung von Prämienansprüchen enthalten sind. Der zu gewährende Anteil der Reserve wird jedoch ggf. um die Menge verringert, die nötig ist, um die Gesamtmenge der für das betreffende Jahr im Prämienfonds für Mutterkuhprämien freigegebenen Ansprüche auszuschöpfen, in Übereinstimmung mit Art. 4 § 2 Punkt b) des Erlasses der Wallonischen Regierung.

§ 2. Der in Art. 3 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vorgesehene Mindestprozentsatz für die Nutzung der Prämienansprüche wird auf 90 % festgesetzt. Nur die Ansprüche für weibliche Rinder, die für die Prämie in Betracht kommen, sind als benutzte Ansprüche anzusehen, außer in außergewöhnlichen und gebührend begründeten Fällen.

Art. 4 - § 1. In Anwendung von Art. 4 § 2 Punkt a) und unbeschadet der Fälle nach Art. 22 und 23 der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch hinsichtlich der Prämienregelung kann ein Erzeuger seine Prämienansprüche einem anderen Erzeuger übertragen, falls die folgenden Bedingungen eingehalten werden:

- die Mindestanzahl der Ansprüche, die übertragen werden können, ist ein Anspruch;
- außer im Falle einer gesamten Übertragung seiner Prämienansprüche muss der überlassende Erzeuger mindestens einen Anspruch bewahren;
- der übernehmende Erzeuger muss nach der Übertragung über mindestens einen Prämienanspruch verfügen;
- die Gesamtheit der Ansprüche und des Betriebs des übernehmenden Erzeugers und des überlassenden Erzeugers befinden sich in der Region.

Die Anträge auf Übertragung von Prämienansprüchen müssen anhand eines offiziellen Formulars eingereicht werden, das bei der zuständigen Außendienststelle der Verwaltung verfügbar ist. Sie müssen während des Zeitraums vom 1. bis zum 28. Februar des betreffenden Jahres entweder dieser Dienststelle per Einschreiben zugeschickt oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben werden. Als Tag der Einreichung des Antrags gilt das Datum des Poststempels oder der Empfangsbestätigung.

Dieses Formular muss gemeinsam vom überlassenden Erzeuger und vom übernehmenden Erzeuger unterschrieben werden.

Der für die Reserve einbehaltene Prozentsatz der zu übertragenen Ansprüche wird auf 1% festgelegt.

§ 2. In Anwendung von Art. 4 § 2 Punkt b) des Erlasses der Wallonischen Regierung werden die Prämienansprüche, die aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien abgeleitet werden, denjenigen Erzeugern übertragen, die einen entsprechenden Antrag einreichen und die in Art. 3, § 1 vorgesehenen Bedingungen erfüllen.

Die Prämienansprüche, die aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien abgeleitet werden, werden den Erzeugern übertragen unter Berücksichtigung der Grenzen, die sich aus ihrem Antrag auf Prämienansprüche ergeben, wobei die Menge, die dem Erzeuger in Anwendung von Art. 3, § 1 gewährt wird, abgezogen wird. Wird die Gesamtmenge der beim Prämienfonds für Mutterkuhprämien freigegebenen Ansprüche für das betreffende Jahr ausgeschöpft, so erhält jeder Erzeuger, der in Betracht gezogen wird, eine wie folgt bestimmte Menge:

- für 2003 erhält jeder Erzeuger eine Menge im Verhältnis zu seinem Antrag; wenn der Antrag jedoch zehn Ansprüche übertrifft, wird dieser Antrag auf zehn Ansprüche beschränkt, wenn die Anzahl Prämienansprüche, über die der Erzeuger verfügt, weniger als zwanzig Ansprüche beträgt, und wird dieser Antrag auf die Hälfte der Anzahl Prämienansprüche, über die der Erzeuger verfügt, beschränkt, wenn die Anzahl Prämienansprüche, über die er verfügt, mindestens zwanzig Ansprüchen entspricht;

- für die Jahre danach erhält jeder Erzeuger eine gleiche Menge.

Die Prämienansprüche, die aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien abgeleitet werden, werden den Erzeugern übertragen gegen Zahlung des Betrags einer Vergütung, die pro Anspruchseinheit 100% der Summe der Grundprämie und der Ergänzungsprämie für Mutterkühe entspricht. Diese Vergütung muss vom anspruchsberechtigten Erzeuger innerhalb eines Monats nach dem Datum der Notifizierung durch die Verwaltung des Ergebnisses der Umverteilung an den anspruchsberechtigten Erzeuger bezahlt werden. Die Prämienansprüche werden gegen die Gewährung einer Vergütung an den überlassenden Erzeuger, die pro Anspruchseinheit 100% der Summe der Grundprämie und der Ergänzungsprämie für Mutterkühe entspricht, freigegeben. Die Anzahl Ansprüche, die für die Berechnung dieser Vergütung berücksichtigt werden, wird um einen Prozentsatz ermäßigt, der dem in § 1 Abs. 4 erwähnten Prozentsatz entspricht.

Ab dem Jahre 2004 wird der im vorigen Absatz angeführten Prozentsatz von 100% auf 60% festgelegt.

Art. 5 - § 1. In Anwendung von Art. 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung muss der Erzeuger einen Prämienantrag im Zeitraum vom 1. Mai bis zum 30. September des betreffenden Jahres anhand eines offiziellen Formulars einreichen, um die Prämie beziehen zu können. Dieses Formular wird von Amts wegen allen Erzeugern zugeschickt, die über Prämienansprüche verfügen.

Der in Absatz 1 erwähnte Erzeuger, der kein Formular erhalten hat, kann sich eine Abschrift dieses Formulars bei der zuständigen Außendienststelle besorgen.

§ 2. Das Antragsformular wird dem Erzeuger in zweifacher Ausfertigung zugestellt. Die Abschrift ist für ihn bestimmt. Das gebührend ausgefüllte und unterschriebene Original muss bei der zuständigen Außendienststelle per Einschreiben eingereicht oder dort direkt gegen Empfangsbestätigung abgegeben werden. Als Tag des Antrags gilt das Datum des Poststempels auf dem Umschlag oder der Empfangsbestätigung.

§ 3. Je Erzeuger darf nur ein Antrag pro Jahr gestellt werden.

§ 4. Auf seinem Antragsformular muss der Erzeuger die Anzahl Mutterkühe und Färsen angeben, für die er die Prämie erhalten möchte.

§ 5. Um den Haltungsort gemäß Art. 10 der oben genannten Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 anzugeben, muss der Erzeuger für jede Mutterkuh, für die er die Prämie beantragt, erklären, in welcher Produktionseinheit sich diese Mutterkuh während des kompletten Haltungszeitraums befinden wird. Falls sich die Mutterkühe während des betroffenen Haltungszeitraums ebenfalls auf anderen Ländereien befinden würden, als diejenigen, die in der Oberflächenerklärung desselben Jahres angegeben sind, muss der Erzeuger die Verwaltung im Voraus darüber informieren; in Ermangelung dessen werden die Rinder als nicht im Betrieb anwesend betrachtet, unbeschadet sonstiger eventueller Strafmaßnahmen.

Wenn ein Erzeuger in Abweichung von Art. 31, Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 die offizielle Genehmigung erhalten hat, um die Mutterkühe, für die er die Prämie beantragt, in einem Kuhbestand zu halten, für den die Identifizierungsdokumente nicht den Namen der verantwortlichen Person und die korrekte Adresse des Kuhbestands anführen, muss er seinem Antrag eine datierte und von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette unterzeichnete Abschrift dieser Genehmigung beifügen. Diese Abweichung kann nur dann berücksichtigt werden, wenn die beiden Produktionseinheiten, zwischen denen Bewegungen erlaubt sind, ohne dass auf die üblichen Ankaufverfahren zurückgegriffen wird, vom selben Erzeuger betrieben werden.

§ 6. Drei Wochen nach der Einreichung des Antrags wird dem Erzeuger eine Empfangsbestätigung zugestellt, auf der alle Identifizierungsdaten seines Betriebs, die Haltungsorte der Rinder gemäß den Angaben auf seinem Formular sowie die Nummern der Rinder des Betriebs, die als Mutterkühe oder prämiensfähige Färsen betrachtet werden und die Nummern der anderen, auf dem Betrieb befindlichen Rinder angegeben werden. Ab der Zusendung dieser Empfangsbestätigung verfügt der Erzeuger über zehn Tage, um an seinem Antrag eventuelle Abänderungen anzubringen. Mangels irgendeiner Reaktion des Erzeugers innerhalb der vorgenannten Frist wird davon ausgegangen, dass die Daten, die auf dieser Empfangsbestätigung stehen, vom Erzeuger angenommen worden sind.

§ 7. Während des ganzen Haltungszeitraums muss der Antragsteller der zuständigen Außendienststelle jede Verminderung ohne Ersatz der angegebenen Anzahl Mutterkühe oder jede Überschreitung der vorgeschriebenen Höchstanzahl Färsen oder jede Verminderung der Anzahl Färsen unterhalb der vorgeschriebenen Mindestanzahl innerhalb von zehn Werktagen nach dem Ereignis schriftlich mitteilen, in Übereinstimmung mit Art. 6 § 2 der vorgenannten Verordnung (EG) Nr. 1254/1999. Jede Verminderung oder Überschreitung muss gebührend belegt werden.

Art. 6 - § 1. Außer in den in Art. 9 der vorgenannten Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 vorgesehenen Fällen muss der Erzeuger jedes Jahr die Futteranbauflächen seines Betriebs in seiner Flächenerklärung angeben, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, so wie vorgesehen im Königlichen Erlass vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen.

Die angegebenen Futteranbauflächen müssen für die Zucht der Mutterkühe verfügbar sein, die seinem eigenen Kuhbestand angehören, und dies während eines Mindestzeitraums von sieben Monaten ab dem 1. Januar des betroffenen Jahres.

§ 2. Die Anzahl Mutterkühe, die für die Produktion der Referenzmengen Milch notwendig sind, die dem Erzeuger am 31. März des Jahres, für welches die Prämie beantragt ist, zugeteilt werden, wird anhand der theoretischen durchschnittlichen Milchleistung pro Kuh im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 oder der tatsächlichen durchschnittlichen Milchleistung (des Milchkuhbestands) des Betriebs für das Jahr vor dem Prämiantrag bestimmt.

Gegebenenfalls erlaubt der Erzeuger der in Anwendung des Ministerialerlasses vom 27. Februar 1991 über die Verbesserung der Rinderarten anerkannten Vereinigung, diese Leistung der Verwaltung mitzuteilen. In Ermangelung dessen obliegt es der Verwaltung, bei der oben erwähnten anerkannten Vereinigung zu prüfen, ob die ihr vom Erzeuger mitgeteilten Daten in Sachen Milchkontrolle tatsächlich stimmen.

§ 3. Die einzelbetriebliche Milchreferenzmenge, die gemäß Art. 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse Gegenstand einer zeitweiligen Abtretung gewesen ist, wird der in § 2 gemeinten einzelbetrieblichen Milchreferenzmenge des übernehmenden Erzeugers zugefügt und umgekehrt von der Referenzmenge des überlassenden Erzeugers abgerechnet.

§ 4. Die prämiensfähige einzelbetriebliche Referenzmenge ist jedoch diejenige am 1. April des laufenden Kalenderjahrs in den folgenden Fällen:

- wenn der Erzeuger während des Zeitraums, der am 31. März des laufenden Kalenderjahrs abläuft, aber mit Wirkung am darauffolgenden 1. April, überlassender oder übernehmender Erzeuger einer Referenzmenge ist, in Anwendung von der Artikel 1.15, 1.16, 5, 9, 10 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;
- wenn der Erzeuger während des Zeitraums, der am 31. März des laufenden Kalenderjahrs abläuft, aber mit Wirkung am darauffolgenden 1. April, überlassender oder anspruchsberechtigter Erzeuger einer Referenzmenge ist, in Anwendung von der Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002.

KAPITEL III — *Extensivierungsprämie*

Art. 7 - Um die Extensivierungsprämie zu erhalten muss der Erzeuger in Anwendung von Art. 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung das entsprechende Feld auf dem Antrag für eine Flächenbeihilfe nach dem Königlichen Erlass vom 19. Dezember 2001 ankreuzen.

Art. 8 - Die Anzahl Großvieheinheiten wird durch die Verwaltung bestimmt auf der Grundlage von mindestens fünf an zufällig festgelegten Daten vorgenommenen Zählungen der Zusammensetzung des Rinderbestands oder ggf. der Rinderbestände des Erzeugers nach Sanitel-Angaben. Die Verwaltung informiert regelmäßig den Erzeuger über die Ergebnisse dieser Zählungen.

Art. 9 - Bei der Berechnung der Extensivierungsprämie wird nur die berücksichtigte Oberfläche der nachstehend erwähnten Futterbaukulturen, die in dem Antrag für eine Flächenbeihilfe erwähnt wurden, in Betracht gezogen:

- Dauergrünland und Wechselwiesen, sonstige Futterbaukulturen: Futterrüben;
- Luzerne;
- Klee.

Darüber hinaus müssen mindestens 50% der Gesamtfläche aus Wiesen bestehen, die mindestens einmal durch Rinder und/oder Schafe beweidet werden.

KAPITEL IV — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 10 - Die Zahlung wird den Erzeugern verweigert, die die Bedingungen zur Erlangung einer der im vorliegenden Erlass erwähnten Prämien künstlich geschaffen haben.

Art. 11 - Die Kontrolle der Einhaltung durch den Erzeuger der Verpflichtungen in Zusammenhang mit der Regelung für die Mutterkuhprämie und Extensivierungsprämie wird durch die Bediensteten der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region gewährleistet.

Art. 12 - Die Verwaltung ist mit der Zahlung der Prämien sowie mit der Beitreibung der irrigerweise getätigten Zahlungen beauftragt.

Art. 13 - Wurde ein Betrag anschließend an eine Nichtbeachtung der Verpflichtungen und/oder eine falsche Angabe des Erzeugers irrigerweise überwiesen, so wird dieser Betrag um zum gesetzlichen Satz berechnete Zinsen erhöht.

Unabhängig der von der Verwaltung angewandten Beihilfenregelung kann letztere im Falle einer irrigerweise getätigten Zahlung oder einer Zusatzabgabe einen Ausgleich mit jeglichem Beihilfebetrags im Sinne des vorliegenden Erlasses vornehmen, der dem Erzeuger geschuldet ist.

Art. 14 - Bei Strafe von Verfall muss jeglicher Einspruch gegen in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung und seiner Anwendungsmodalitäten getroffene Beschlüsse unter Gefahr der Nichtigkeit per innerhalb des Monats nach der Mitteilung des Beschlusses an die Verwaltung gerichtetes Einschreiben eingereicht werden.

Die Einreichung eines Einspruches hat keinen Einfluss auf die Aufhebung eines eventuellen Antrags auf Rückzahlung der irrigerweise überwiesenen Beträge.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2003 wirksam.

Namur, den 3. Juni 2004

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3978

[2004/202990]

3 JUNI 2004. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoekkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoekkoeien

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de wet van 13 juli 2001;

Gelet op verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, opgeheven en vervangen bij verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en tot wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, maar die verder toegepast wordt voor de rechtstreekse betalingen voor de kalenderjaren die aan het jaar 2005 voorafgaan;

Gelet op verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en tot wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 1259/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, opgeheven vanaf 1 mei 2004 en vervangen bij verordening (EG) nr. 1782/2003 als voornoemd, maar waarvan de artikelen 3, 4 en 5 en de bijlage verder toegepast worden tot en met 31 december 2004;

Gelet op verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees met betrekking tot de premierregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 1743/2003 van 20 augustus 2003;

Gelet op verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 17 juli 2000 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten en tot opheffing van verordening nr. 820/97 van de Raad;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 2550/2002 van 21 december 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van de runderen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de landbouw, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoekkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoekkoeien;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 februari 1991 betreffende de verbetering van het rundveeras;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nadere regels voor de toekenning aan de producenten van rechten op de premie onverwijld gewijzigd dienen te worden, dat die rechten afkomstig zijn van de reserve of het fonds van de rechten op de zoekkoeienpremies;

Overwegende dat die nieuwe modaliteiten voor de toekenning aan de producenten van rechten op de premie met retroactieve werking vanaf 1 januari 2003 van toepassing zijn;

Overwegende dat de producenten zo spoedig mogelijk over die nadere regels ingelicht dienen te worden;

Overwegende dat er in geldboeten is voorzien bij niet-inachtneming van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies aan de producenten te storten of in geval van een vertraagde toepassing van betrokken regelgeving of bij slechte toepassing ervan,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « besluit van de Waalse regering » : besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoekgoeipremie en het extensiveringsbedrag voor zoekgoeien;

2° « landbouwactiviteit als hoofdactiviteit » : landbouwberoepsactiviteit van een natuurlijke persoon die uit betrokken bedrijf een belastbaar netto-inkomen haalt dat 50 p.c. hoger is dan het belastbaar nettobedrag van diens jaarlijkse globale inkomen afkomstig van de beroepsactiviteit en die er meer dan 50 pct. van de totale duur van zijn jaarlijkse arbeidstijd aan besteedt;

3° « landbouwer in hoofdberoep » : de natuurlijke persoon die een landbouwactiviteit uitoefent in hoofdberoep;

4° « veebeslag » : het geheel van runderen zoals omschreven in artikel 1, punt 7°, van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van de runderen;

5° « Sanitel » : geautomatiseerd systeem voor de behandeling van de gegevens betreffende de identificatie en de registratie van runderen;

6° « paspoort » : het document bedoeld in artikel 16 van voornoemd koninklijk besluit van 8 augustus 1997;

7° « oppervlaktesteunaanvraag » : de jaarlijkse aanvraag voor de betaling ten titel van de steunregelingen bedoeld in artikel 1, § 1, punt a) en punt b), iii), van verordening (EEG) nr. 3508/92 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

8° « oppervlakteaangifte » : aangifte van de producent waarin hij alle percelen die hij beheert, aangeeft en hun oppervlakten, ongeacht de speculaties, overeenkomstig artikel 4, § 1, van verordening nr. 2419/2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 als voornoemd;

9° « bestuur » : de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw;

10° « bevoegde buitendienst » : de buitendienst van het bestuur die de oppervlaktesteunaanvraag van de betrokken producent behandelt.

HOOFDSTUK II. — *Zooggoeipremie*

Art. 2. § 1. Overeenkomstig artikel 1, § 4, van het besluit van de Waalse Regering komt een vrouwelijk rund pas in aanmerking voor de premie als op het tijdstip dat de aanvraag wordt ingediend, voldaan is aan volgende voorwaarden :

1° het vrouwelijk rund moet minstens één keer gekalfd hebben en als moeder van een kalf in Sanitel geregistreerd zijn of, in geval van een vaars, minstens acht maanden oud zijn;

2° het vrouwelijk rund behoort tot een vleesras of is verkregen door kruising met een vleesras en in Sanitel is geregistreerd als zijnde van een vleesrastype of een gemengd rastype;

3° het vrouwelijk rund mag nog niet eerder premiegerechtigd zijn bevonden in een premieaanvraag van een andere producent voor dezelfde campagne;

4° het vrouwelijk rund behoort tot een zoekgoeienbeslag dat wordt gebruikt voor het opfokken van kalveren voor de vleesproductie. Behalve uitzonderlijke gevallen kan een veebeslag pas als een beslag van vrouwelijke runderen worden beschouwd dat bestemd is voor het fokken van kalveren voor de vleesproductie als volgende voorwaarden zijn vervuld tijdens het kalenderjaar waarin de aanvraag wordt ingediend :

a) in dat veebeslag bedraagt het aantal geboortes van kalveren van het vleesras of gemengd ras, geregistreerd in Sanitel, minstens :

1) 70 % van het aantal zoekgoeien waarvoor de producent de premie heeft aangevraagd indien hij de premie aanvraagt voor veertien runderen of meer;

2) 60 % van het aantal zoekgoeien waarvoor de producent de premie heeft aangevraagd indien hij de premie aanvraagt voor minder dan veertien en meer dan zeven runderen;

3) 50 % van het aantal zoekgoeien waarvoor de producent de premie heeft aangevraagd indien hij de premie aanvraagt voor zeven runderen of minder;

b) minstens 50 % van het aantal kalveren berekend volgens punt a) gehouden worden in het veebeslag tijdens een minimumperiode van drie maanden;

5° als een aangekochte zoekgoe of vaars waarvoor de premie werd aangevraagd het bedrijf verlaat, om welke reden dan ook, zonder minstens één keer op dit bedrijf te hebben gekalfd, dient dit door de premieaanvrager, behoudens uitzonderlijke gemotiveerde gevallen, binnen de tien werkdagen die volgen op het vertrek aan de bevoegde dienst te worden gemeld. Desgevallend wordt geen premie toegekend voor het rund in kwestie, maar wordt ook geen sanctie toegepast in de zin van artikel 38 van verordening (EG) nr. 2419/2001.

De runderen die gebruikt worden als vervangingsdieren gedurende de aanhoudingsperiode dienen te voldoen aan de voorwaarden verwoord in het eerste lid.

Een vrouwelijk rund dat beantwoordt aan bovenvermelde voorwaarden wordt zoekgoe genoemd in de zin van dit besluit.

§ 2. Wil de producent in aanmerking komen voor de zoekgoeipremie, dienen alle runderen van zijn bedrijf geïdentificeerd en geregistreerd te worden overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997.

In het geval waarin runderen van meerdere premiegerechtigde producenten aan een gemeenschappelijk Sanitel-veebeslag behoren, wordt de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien enkel toegekend indien voor de indiening van de aanvraag de relatie « rund-productie-eenheid » in Sanitel geregistreerd is voor elk rund van de producent en indien die relatie geactualiseerd wordt op permanente en conforme wijze.

§ 3. Overeenkomstig artikel 2, §§ 2 en 4, van het besluit van de Waalse Regering wordt de zoogkoeienpremie aan de producenten toegekend, ongeacht of ze melk of zuivelproducten leveren en ze al dan niet beschikken over een individuele referentiehoeveelheid melk van meer dan 120 000 kilogram.

Art. 3. § 1. Overeenkomstig artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering worden de rechten op de zoogkoeienpremie toegekend aan de producenten die ze aanvragen en die aan volgende voorwaarden beantwoorden :

1° landbouwer in hoofdberoep zijn. Indien de producent die het landbouwbedrijf uitbaat een rechtspersoon is, dient aan die voorwaarden te zijn voldaan voor de jaren 2003 en 2004 door de afgevaardigd bestuurder of beheerder of minstens door één van de afgevaardigd bestuurders of beheerders van die rechtspersoon, en vanaf het jaar 2005, door de afgevaardigd bestuurder of beheerder of door elkeen van de afgevaardigd bestuurders of beheerders van die rechtspersoon. Indien de producent die het beheert een groepering vormt van natuurlijke personen, dient aan die voorwaarde te worden voldaan, voor de jaren 2003 en 2004, door minstens één van die personen, en vanaf het jaar 2005, door elkeen van die personen. Indien de groepering evenwel gevormd wordt door twee echtgenoten, kan aan die voorwaarde ook door slechts één van beiden voldaan worden;

2° voor het jaar 2003, minstens veertig jaar oud zijn op 1 januari 2003 en voor de latere jaren, minstens vijfendertig jaar oud zijn op 1 januari van het betrokken jaar. Indien de producent-beheerder van een bedrijf een groepering vormt van natuurlijke personen, kan enkel de jongste natuurlijke persoon die aan de voorwaarde van landbouwer in hoofdberoep voldoet, in overweging genomen worden. In geval van een groepering van natuurlijke personen gevormd door twee echtgenoten waarvan slechts één landbouwer in hoofdberoep is, wordt evenwel enkel de leeftijd van die persoon in overweging genomen. Indien de producent-beheerder van het bedrijf een rechtspersoon is, beheerd door verschillende afgevaardigd-bestuurders of beheerders, kan enkel de leeftijd van de jongste afgevaardigd bestuurder of beheerder die aan de voorwaarde van landbouwer in hoofdberoep voldoet, in overweging genomen worden;

3° beschikken over het geheel van zijn rechten in de streek en over minstens één recht op de premie voor het betrokken jaar;

4° geen rechten op de premie overgedragen hebben tijdens het betrokken jaar, evenals tijdens de twee voorgaande jaren.

Om rechten op de premie uit de reserve te bekomen, dient de producent het formulier in te vullen betreffende de aanvraag tot toekenning of hertoewijzing van rechten op de premie en, bij de eerste aanvraag die wordt ingediend door de betrokken producent, bij zijn aanvraag volgende documenten voegen :

- een uittreksel van de geboorteakte van de natuurlijke persoon die het recht opent op de toekenning van rechten onder de natuurlijke personen of, in voorkomend geval, onder de afgevaardigd bestuurders of beheerders, die betrokken bedrijf beheren;

- een afschrift van het laatste aanslagbiljet met de berekeningsnota en de landbouwbijslage van de belastingaangifte, betreffende de inkomens van de natuurlijke persoon die het recht opent op de toekenning van rechten onder de natuurlijke personen of, in voorkomend geval, onder de afgevaardigd bestuurders of beheerders die betrokken bedrijf beheren. Indien de producent zich evenwel binnen de twee jaar vóór 1 januari van het jaar van de aanvraag van de rechten vestigt, dienen die documenten vervangen te worden door een attest van de sociale verzekeringskas waaruit de hoedanigheid van landbouwer in hoofdberoep blijkt van de natuurlijke persoon die het recht opent op rechten onder de natuurlijke personen of, in voorkomend geval, onder de afgevaardigd bestuurders of beheerders die betrokken bedrijf beheren.

Die rechten worden toegekend aan de producenten in een identieke hoeveelheid, binnen de perken van hun aanvraag tot toekenning van rechten op de premie. Het toe te kennen aandeel van de reserve wordt, in voorkomend geval, verminderd met de noodzakelijk hoeveelheid die nodig is om de totale hoeveelheid op te gebruiken van de rechten die vrijgemaakt zijn in het fonds van de rechten op de zoogkoeienpremie voor het betrokken jaar, overeenkomstig artikel 4, § 2, b), van het besluit van de Waalse Regering.

§ 2. Het minimumpercentage van gebruik van de rechten op de premie bedoeld in artikel 3, § 2, van het besluit van de Waalse Regering wordt vastgesteld op 90 % . Enkel de rechten die overeenkomen met de vrouwelijke runderen die voor de premie weerhouden zijn, dienen beschouwd te worden als gebruikte rechten, behalve in behoorlijk verantwoorde uitzonderlijke gevallen.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 4, § 2, punt a), en onverminderd de gevallen bepaald bij de artikelen 22 en 23 van verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees met betrekking tot de premiereregelingen kan een producent zijn rechten op de premie overdragen aan een andere producent tegen volgende voorwaarden :

- het overdraagbare minimumaantal bedraagt één recht;
- behalve bij een totale overdracht van zijn rechten op de premie moet de producent-overlater minstens één recht behouden;
- de producent-overnemer dient de beschikken na de overdracht over minimum één recht op de premie;
- de totaliteit van de rechten en van het bedrijf van de producent-overnemer en de producent-overlater dienen in de streek gevestigd te zijn.

De aanvragen van overdracht van rechten op de premie dienen ingediend te worden middels een officieel formulier dat beschikbaar is bij de bevoegde buitendienst van het bestuur. Zij dienen bij aangetekend schrijven aan die dienst te worden gestuurd of er tegen ontvangstbericht neergelegd te worden, tijdens de periode van 1 februari tot en met 28 februari van het betrokken jaar. De datum van de poststempel op de omslag of de datum van het ontvangstbericht wordt beschouwd als de datum van de indiening.

Dat formulier dient ondertekend te worden door de producent-overlater en de producent-overnemer tegelijk.

Het percentage van de over te dragen rechten die voor de reserve weerhouden wordt, wordt vastgesteld op 1 pct.

§ 2. Overeenkomstig artikel 4, § 2, punt b), van het besluit van de Waalse Regering worden de rechten op de premie uit het fonds van de rechten op de zoogkoeienpremie aan de producenten die dat aanvragen en die beantwoorden aan de voorwaarden bepaald in artikel 3, § 1, hertogewezen.

De rechten uit het fonds van de rechten op de zoogkoeienpremie worden hertoegewezen aan de producenten binnen de perken van hun aanvraag van rechten op de premie, verminderd met de hoeveelheid die toegekend wordt aan de producent overeenkomstig artikel 3, § 1. Daarnaast krijgt elke producent die in rekening genomen wordt bij uitputting van de totale hoeveelheid van de rechten vrijgemaakt in het fonds van de rechten op de zoogkoeienpremie, een hoeveelheid die als volgt bepaald wordt :

- voor 2003 krijgt elke producent een hoeveelheid die in verhouding staat tot zijn aanvraag; die aanvraag wordt evenwel, indien de aanvraag hoger is dan tien rechten, beperkt tot tien rechten indien het aantal rechten op de premie waarover de producent beschikt lager is dan twintig rechten en die aanvraag wordt beperkt tot de helft van het aantal rechten op de premie waarover de producent beschikt indien het aantal rechten op de premie waarover hij beschikt hoger is dan of gelijk is aan twintig rechten;

- voor de latere jaren krijgt elke producent een identieke hoeveelheid.

De rechten op de premie uit het fonds van de rechten op de zoogkoeienpremie worden hertoegewezen aan de producenten tegen betaling van het bedrag van een gelijkwaardige vergoeding per eenheid rechten, op 100 % van de som van de basispremie en de bijkomende zoogkoeienpremie. Die vergoeding dient betaald te worden door de producent-verkrijger binnen een termijn van één maand volgend op de datum van kennisgeving aan de producent-verkrijger door het bestuur van het resultaat van de hertoewijzing. De rechten op de premie worden vrijgemaakt tegen de toekenning per eenheid van rechten, aan de producent-overlater, van een vergoeding die gelijk is aan 100 % van de som van de basispremie en de bijkomende zoogkoeienpremie. Het aantal rechten dat in overweging wordt genomen voor de berekening van die vergoeding wordt verminderd met een percentage dat gelijk is aan het percentage bedoeld in paragraaf 1, vierde lid.

Vanaf het jaar 2001 wordt het coëfficiënt van 100 % bedoeld in vorig lid vastgesteld op 60 % .

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering dient de producent, om in aanmerking te kunnen komen voor de zoogkoeienpremie, een premieaanvraag indienen in de periode gaande van 1 mei tot 30 september van het betrokken jaar middels een officieel formulier. Dat formulier wordt van ambtswaage aan elke producent die over rechten op de premie beschikt, gestuurd.

De producent bedoeld in het eerste lid die geen formulier gekregen heeft, kan er zich een duplicaat van verschaffen bij de bevoegde buitendienst.

§ 2. Het aanvraagformulier wordt in tweevoudig exemplaar aan de producent overgemaakt. Het afschrift is voor hem bestemd. Het origineel, behoorlijk ingevuld en ondertekend, dient bij aangetekend schrijven worden ingediend bij de bevoegde buitendienst of dient er rechtstreeks tegen ontvangstbewijs te worden neergelegd. De datum van de poststempel op de omslag of de datum van het ontvangstbewijs wordt als de datum van indiening van de aanvraag beschouwd.

§ 3. Er wordt per producent en per jaar slechts één aanvraag toegelaten.

§ 4. Op diens aanvraagformulier dient de producent het aantal zoogkoeien en vaarzen aan te geven waarvoor hij de premie wenst te verkrijgen.

§ 5. Om de aanhoudingsplaats aan te geven, zoals bepaald in artikel 10 van verordening (EG) nr. 2419/2001 zoals voornoemd, dient de producent voor elke zoogkoe waarvoor hij de premie aanvraagt, aan te geven in welke productie-eenheid die zoogkoe zich zal bevinden tijdens de volledige aanhoudingsperiode. In het geval waarin aangegeven zoogkoeien zich tijdens de betrokken aanhoudingsperiode eveneens op andere gronden zouden bevinden dan die aangegeven in de oppervlakteaangifte van hetzelfde jaar, dient de producent daar het bestuur op voorhand over te verwittigen, zoniet worden de runderen als afwezig van het ebdrijf beschouwd onverminderd andere eventuele straffen.

Indien een producent officieel de machtiging gekregen heeft in afwijking van artikel 31, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 om zoogkoeien te houden waarvoor hij de premie aanvraagt in een beslag waarvoor de identificatiedocumenten de naam van de betrokken verantwoordelijke en het juiste adres van het verslag niet vermelden, dient hij bij zijn aanvraag een afschrift van die machtiging te voegen die gedagtekend en ondertekend is door het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen. Die afwijking kan enkel in overweging worden genomen indien de twee productie-eenheden waartussen de bewegingen toegelaten zijn zonder een beroep hoeven te doen op de gebruikelijke aankoopprocedures, door dezelfde producent worden uitgebaat.

§ 6. Drie weken na de indiening van de aanvraag wordt er een bericht van ontvangst gericht aan de producent, waarop alle identificatiegegevens van zijn bedrijf, de aanhoudingsplaatsen van de runderen zoals op de formulieren aangegeven, evenals de nummers van de runderen van het bedrijf weerhouden als premiegerechtigde zoogkoeien en vaarzen en de nummers van de andere runderen die aanwezig zijn op het bedrijf, vermeld staan. Te rekenen van het versturen van dat bericht van ontvangst beschikt de producent over tien dagen om eventuele wijzigingen aan te brengen aan zijn aanvraag. Bij uitblijven van een reactie van de producent binnen voornoemde termijn worden de gegevens vermeld op dat bericht van ontvangst beschouwd als aanvaard door de producent.

§ 7. De aanvrager moet gedurende de aanhoudingsperiode de bevoegde buitendienst schriftelijk binnen de tien werkdagen volgend op het gebeure elke vermindering zonder vervanging van het aangegeven aantal zoogkoeien of elke overschrijding van het voorgeschreven maximumaantal vaarzen of elke vermindering van het aantal vaarzen tot onder het voorgeschreven minimumaantal vaarzen zoals bepaald bij verordening (EG) nr. 1254/1999 zoals voornoemd, artikel 6, § 2, mededelen. Elke vermindering of elke overschrijding dient door bewijzen verantwoord te worden.

Art. 6. § 1. Behalve in de gevallen bepaald bij artikel 9 van verordening (EG) nr. 2419/2001 zoals voornoemd, dient de producent jaarlijks de voederoppervlaktes van zijn bedrijf aan te geven in zijn oppervlakteaangifte, volgens de bepalingen van de steunregeling voor de producenten van sommige akkergewassen zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen.

De aangegeven voederoppervlaktes dienen beschikbaar te zijn voor het fokken van de zoogkoeien die tot het eigen beslag behoren tijdens een minimumperiode van zeven maanden te rekenen van 1 januari van het betrokken jaar.

§ 2. Het aantal zoogkoeien dat nodig is voor de productie van de referentiehoeveelheden melk toegewezen aan de producent op 31 maart van het jaar waarvoor de premie is aangevraagd, wordt bepaald middels het theoretisch gemiddelde melkrendement per koe zoals bepaald bij rerordering (EG) nr. 2342/1999 zoals voornoemd of middels het daadwerkelijk gemiddelde melkrendement (van het melkveebeslag) van het bedrijf, vastgesteld voor het jaar dat aan de premieaanvraag voorafgaat.

In voorkomend geval machtigt de producent de overeenkomstig het ministerieel besluit van 27 februari 1991 betreffende de verbetering van het rundveeras erkende vereniging om dat rendement aan het bestuur mede te delen. Bij ontstentenis dient het bestuur na te gaan bij de bovenvermelde erkende vereniging of de gegevens van de melkcontrole die hem door de producent zijn medegedeeld, juist zijn.

§ 3. De individuele referentiehoeveelheid melk die het voorwerp heeft uitgemaakt van de tijdelijke afstand overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten wordt toegevoegd aan de individuele referentiehoeveelheid bedoeld in § 2 van de producent-overnemer en, omgekeerd, afgetrokken van de referentiehoeveelheid van de producent-overlater.

§ 4. De individuele referentiehoeveelheid die in aanmerking komt is evenwel de hoeveelheid op 1 april van het lopende kalenderjaar in volgende gevallen :

- indien de producent overdrager of overnemer is van een referentiehoeveelheid tijdens de periode die eindigt op 31 maart van het lopende kalenderjaar maar met uitwerking op de eerstvolgende 1e april overeenkomstig de artikelen 1.15, 1.16, 5, 9, 10 en 14 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

- indien de producent overdrager of verkrijger is van een referentiehoeveelheid tijdens de periode die eindigt op 31 maart van het lopende kalenderjaar maar met uitwerking op de eerstvolgende 1e april, overeenkomstig artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002.

HOOFDSTUK III. — *Extensiveringsbedrag*

Art. 7. Overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering moet de producent, om het extensiveringsbedrag te verkrijgen, op de oppervlaktesteunaanvraag bepaald bij het koninklijk besluit van 19 december 2001 het daartoe voorziene vakje aankruisen.

Art. 8. Het aantal eenheden grote runderen wordt bepaald door het bestuur op grond van minstens vijf tellingen verwezenlijkt op toevallig bepaalde data, op grond van de samenstelling van het veebeslag of, in voorkomend geval, van de verschillende veebeslagen van de producent, volgens de gegevens van Sanitel. De producent wordt periodiek ingelicht door het bestuur over de uitslagen van die tellingen.

Art. 9. Voor de berekening van het extensiveringsbedrag worden enkel de weerhouden oppervlaktes van de volgende voedergewassen die vermeld zijn in de oppervlaktesteunaanvraag onder de code P, in rekening gebracht :

- vaste en tijdelijke weides; andere voedergewassen : voederbieten;
- rupsklaver;
- gewone klaver.

Daarnaast dient minstens 50 pct. van de totale oppervlakte te bestaan uit weides die minstens één keer als weidegrond dienen voor runderen en/of schaaachtigen.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene bepalingen*

Art. 10. De betaling wordt geweigerd aan de producenten die op kunstmatige manier de voorwaarden tot stand hebben gebracht om één van de in dit besluit vermelde premies te verkrijgen.

Art. 11. Het nagaan van de inachtneming door de producent van de verplichtingen van de zoogkoeienpremie-regeling en van het extensiveringsbedrag wordt verricht door de personeelsleden van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 12. Het bestuur wordt belast met de betaling van de premies en met de inning van de onverschuldigd betaalde bedragen.

Art. 13. Bij bedragen die onverschuldigd betaald worden ten gevolge van de niet-naleving van de verbintenissen en/of ten gevolge van een valse aangifte van de producent en die teruggeïnd dienen te worden, worden die onverschuldigde bedragen vermeerderd met een intrest tegen de wettelijke rentevoet.

Ongeacht de steunregeling die door het bestuur beheerd wordt, kan het bestuur bij een onverschuldigd gestort bedrag of bij een bijkomende heffing, een compensatie verrichten met elk ander in dit besluit bedoeld steunbedrag dat aan de producent verschuldigd is.

Art. 14. Op straffe van uitsluiting moet het beroep tegen de beslissingen getroffen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering en diens toepassingsmodaliteiten op straffe van nietigheid bij aangetekend schrijven worden ingediend bij het bestuur binnen één maand volgend op de mededeling van de beslissing.

De indiening van een beroep is van generlei invloed op de opschorting van een eventuele aanvraag tot terugbetaling van de onverschuldigd betaalde bedragen.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2003.

Namen, 3 juni 2004.

J. HAPPART